

France : police partout, justice nulle part!

Les violences policières se sont multipliées en France, ces dernières années, dans les banlieues mais aussi à l'occasion de mouvements sociaux comme les manifestations contre la "Loi Travail". L'agression d'une rare violence du jeune Théo par 4 policiers à Aulnay, constitue le dernier "dérapage" d'une police de plus en plus brutale dans ses interventions.

Cet événement a suscité l'émoi et la colère de toute une population qui subit au quotidien les brimades, les insultes et les violences policières.

Car ce qui est arrivé à Théo, à Aulnay, est presque incroyable: un contrôle violent, 4 policiers qui s'acharnent sur un jeune désarmé, sans aucune raison apparente, qui lui infligent des sévices et un viol avec une matraque. Résultat: 6 mois d'incapacité de travail! Incroyable mais pourtant pas isolé. Par dizaines, les témoignages d'abus, de sévices se multiplient et sont soigneusement enterrés pour la plupart par la «police des polices», celle-là même qui conteste le qualificatif de viol dans son rapport sur l'affaire Théo.

Pourtant, d'un point de vue pénal, une lésion interne de 10 cm ne permet aucune marge d'interprétation : il s'agit bien d'un viol.



Ou alors, d'un acte de torture, selon les critères de la Cour européenne des droits de l'homme. Et le prétexte d'un policier qui aurait cédé à la panique, ne tient pas la route. Sa brigade d'intervention procède régulièrement à des interpellations dans ce quartier, il s'agit donc pour ainsi dire d'un travail de routine, même si, d'après de nombreux témoignages, il s'agit plutôt d'une brutalité routinière.

Impunité

Plus de 1700 personnes subissent des poursuites judiciaires suite à la lutte contre la loi travail tandis que les flics qui attaquaient les lycéens, les tabassaient, n'ont pas été inquiétés, même lorsqu'ils étaient filmés en plein abus de pouvoir. L'été dernier, Adama Traoré a été assassiné par des gendarmes à Beaumont sur Oise, là encore, tout traîne pour protéger les forces de répression. Suite au drame d'Aulnay, les jeunes interpellés ont déjà été jugés. Certains ont été condamnés à des peines de prison ferme, d'autres avec sursis, alors que les policiers qui ont commis l'agression sont toujours en liberté. On peut finalement se demander pourquoi la hiérarchie policière et ses responsables politiques

laissent une partie des « forces de l'ordre » commettre des bavures aussi graves sans prendre de mesures fermes pour les réprimer et les empêcher.

Cette affaire montre à quel point le gouvernement laisse volontairement pourrir la situation dans les banlieues défavorisées. L'isolement et les discriminations à l'embauche laissent toute une partie de la jeunesse française dans l'errance et le désespoir. Rester à l'écart des trafics et des coups de matraques requiert des talents d'équilibriste de haut vol. Les manifestations de solidarité qui se sont organisées suite à l'affaire Théo ont montré à la fois le ras-le-bol de la population locale face aux violences policières, mais aussi la solidarité de la jeunesse française, dans plusieurs autres villes, comme à Rouen, Strasbourg ou Bobigny. Les supporters du Werder Brême ont même déployé une banderole en solidarité avec Théo.

Le 19 mars, une grande manifestation contre les violences policières s'est déroulée à Paris, en donnant la parole aux nombreuses victimes et à leurs familles.

Fracture

L'affaire Théo a mis en lumière la fracture béante qui fissure la République: d'un côté des quartiers entiers laissés à l'abandon avec les logements qui se dégradent et les services publics qui disparaissent alors que tant galèrent pour trouver un emploi. 9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté, 5 à 6 millions de chômeurs... De l'autre côté, des fortunes immenses pour les grands patrons (31,2 milliards d'euros de fortune pour Bernard Arnault du groupe LVMH) qu'il suffirait de prendre pour régler tous les problèmes sociaux : logement, santé, emploi...

La violence est aussi (et surtout) économique. Mais lorsque ses auteurs sont pris la main dans le sac, la police est beaucoup plus compréhensive, voire passive à leur égard. Marine Le Pen (qui passe son temps à demander que les «

criminels » soient sévèrement punis) en sait quelque chose puisque lorsqu'elle est convoquée pour être entendue concernant des soupçons d'emplois fictifs, elle peut faire la sourde oreille... et rien ne se passe.

La résistance marque des points aux Etats-Unis et ailleurs

Depuis son investiture, Donald Trump a multiplié les provocations et les prises de positions ultra-droitières. La réponse du peuple américain ne s'est pas fait attendre : les mobilisations de masse se sont multipliées, avec des résultats réels. En Europe, ce sont les Roumains qui font une démonstration de force historique en obligeant leur gouvernement à retirer un projet de loi visant à protéger les membres du parti au pouvoir faisant l'objet d'enquêtes pour corruption. Le mouvement populaire n'est pas exempt de certains accents populistes, mais il constitue avant tout une réaction légitime envers une politique antisociale et corrompue.

Aux Etats-Unis, l'activité frénétique du nouveau président a provoqué des réactions populaires massives qui lui causent de plus en plus de soucis. Le Congrès à majorité républicaine a dû s'incliner face à l'indignation publique et abandonner sa tentative d'étouffer une institution de contrôle de la moralité politique. Trump a spectaculairement réduit son propre décret interdisant l'entrée aux États-Unis de sept pays majoritaires musulmans. Il a une difficulté sans précédent à obtenir la confirmation de ses nominés au Cabinet, même si les règles du Sénat ont changé pour rendre les confirmations plus

faciles que jamais. Les conservateurs au Congrès ont mis leurs grands plans pour privatiser Medicare et les terres publiques en attente. Et la volonté d'abroger la Loi sur les soins abordables se heurte à de très gros problèmes.

Rien de tout cela n'est le fait d'une « autocensure » de la Maison Blanche. C'est uniquement la résistance massive de la population qui en est la cause. Le résultat est que des vies ont été sauvées, et que beaucoup d'autres vies ont échappé aux calamités annoncées.

Trajectoire déviée

La résistance a infléchi considérablement la trajectoire que Trump avait tracée. Et surtout, elle a modifié la façon de penser et d'agir d'une fraction importante de la classe ouvrière américaine, des jeunes et des minorités. Les masses en mouvement commencent à prendre conscience de leur force et de la possibilité de peser sur la politique, même face au pire des gouvernements. C'est la plus grande menace pour Trump et toute sa clique.

Voici quelques points importants marqués contre le trumpisme :

- Le plan visant à annuler la promotion de l' « Affordable Care Act » a été abandonné
- 500 000 titulaires de carte verte ont obtenu l'exemption des ordres d'immigration de Trump.
- Le ministère de la Défense a obtenu l'autorisation d'accorder des exemptions à l'interdiction pour les Irakiens qui travaillent avec l'armée américaine.
- La plupart des doubles citoyens (les Allemands, plus récemment) semblent obtenir des exemptions de l'interdiction de Trump.
- Un plan républicain de la Chambre pour une vente massive des terres publiques a été annulé.

En outre, un voyage planifié à Harley-Davidson dans le Wisconsin a été annulé parce que la compagnie n'a pas voulu faire face aux protestations. Le PDG de Disney a annulé un voyage prévu à la Maison Blanche. Et la liste n'est pas

terminée... Même si certaines victoires sont plus symboliques que d'autres, une chose est claire : la « lune de miel » dont bénéficient traditionnellement les nouveaux présidents élus n'aura pas duré un seul jour pour Donald Trump.

Ce n'est qu'un début...

Bien entendu, l'administration Trump tente de faire croire que chacune de ses marches arrière n'ont rien à voir avec la résistance populaire, mais que c'est Donald Trump lui-même qui les a initiées, ou bien que ce sont les médias qui ont créé la confusion... Les célèbres « faits alternatifs » (en clair : le bricolage par les porte-parole de la Maison Blanche d'une histoire qui ne tient pas debout afin d'essayer de dissimuler la vérité) sont devenus un motif de plaisanterie mondial, ce qui montre à quel point plus personne ne croit aux explications de Donald Trump. Tout comme le slogan « America First » a suscité de nombreuses vidéos humoristiques venant de plusieurs pays voulant se positionner ironiquement en 2ème position (Netherlands 2nd, Danemark, Belgium, et même Luxembourg 2nd...). Bref, Donald Trump est devenu l'homme le plus puissamment ridicule du monde.

Ridicule, mais toujours debout et pas du vraiment prêt à s'avouer vaincu. Les lères victoires contre Trump sont encore fragiles et ses plans les plus dangereux sont toujours sur la table, notamment en ce qui concerne la protection sociale et l' « Obama Care » qui, malgré ses faiblesses, a le mérite d'exister.

Il faut toutefois souligner les premiers succès de la résistance populaire, dont les grands médias n'ont pas vraiment relaté l'impact et le caractère déterminant. Ils constituent un premier pas et un encouragement évident à renforcer le mouvement.

... Continuons le combat

Le combat ne fait donc que commencer et la résistance devra

continuer à s'organiser pour obliger l'administration Trump à abandonner pour de bon ses funestes projets.

Aux Etats-Unis, la construction d'une nouvelle force politique est plus que jamais nécessaire, afin de donner aux 99% un relais politique représentant réellement ses intérêts. Car actuellement les Républicains et les Démocrates sont les fidèles défenseurs des intérêts de Wall Street, même s'ils ont des désaccords sur la manière d'organiser la domination de l'establishment.

La classe des milliardaires au pouvoir aux États-Unis et à l'étranger est profondément divisée sur la façon de traiter Trump. Obama et Clinton veulent que nous « donnions une chance à Trump », mais faut-il attendre que le planning familial soit démantelé, ainsi que Medicaid, avant de prendre des mesures. Certains démocrates, comme ceux qui ont refusé d'assister à l'inauguration de Trump, disent vouloir lutter contre l'ordre du jour de Trump. S'ils sont sérieux à ce sujet, alors ils pourraient mettre en place des barrages routiers qui seraient très efficaces, vu la très mince majorité des républicains au Sénat. Par exemple, une obstruction pourrait empêcher la nomination d'un juge de droite de la Cour suprême, lequel pourrait mettre en péril le droit à l'avortement inscrit dans la Constitution. Malheureusement, les démocrates n'ont pas voulu prendre de telles mesures déterminées dans le passé pour arrêter les assauts de l'administration Bush.

Aux Etats-Unis comme dans d'autres pays, le sentiment de révolte et la défiance envers les institutions capitalistes grandit à vue d'œil, ce qui crée une opportunité réelle pour construire de nouvelles forces politiques déterminées à s'attaquer au cœur du problème, à savoir l'exploitation capitaliste la concentration des richesses par une infime minorité de privilégiés (pour rappel, 62 personnes détiennent autant de richesses que la moitié de l'humanité).

[Resistance Works](#)

Think protesting doesn't change anything?

Like our page Resistance Report

Publié par [Resistance Report](#) sur jeudi 2 février 2017

Vidéo « Resistance Works »

Donald Trump président : le changement c'est maintenant !

Le nouveau président des Etats Unis n'a pas perdu son temps pour imprimer son empreinte sur la politique intérieure et extérieure de la lère puissance mondiale... Non sans provoquer des vagues de protestations et de réactions qui sont le prélude à une accélération prévisible de l'instabilité et des tensions intérieures comme extérieures. Le changement, c'est maintenant, mais pas forcément celui dont rêve l'homme « le plus puissant du monde ».

Ceux qui croyaient que Donald Trump allait s'assagir en endossant le costume présidentiel se sont trompés. A moins qu'ils n'aient eu raison trop tôt... Au lendemain de son investiture, les choses étaient claires : les attitudes provocatrices et la ligne ultra-droitière étaient bien rentrées à la Maison Blanche, par la porte ou par la fenêtre, peu importe.

Tambours et trompettes

Cela a commencé par les polémiques risibles sur la taille de la foule qui était venue assister à son investiture. Le nouveau président a tenu, contre l'avis de ses conseillers, à allumer un contre-feu pathétique pour essayer de minimiser les manifestations de protestation massives qui se sont organisées

dès le lendemain de son entrée à la Maison Blanche.

Sans attendre, le nouveau président a pris des décrets contre l'Obama Care et contre l'avortement. La portée réelle de ces décrets n'est pas énorme, mais la symbolique était puissante. Dans le même temps, il semait le trouble au plan international en attaquant l'Union européenne et la Chine. Un peu plus tard, il tentait de museler l'Agence de Protection de l'Environnement américaine pour l'empêcher de prendre des positions qui contredirait sa politique extractiviste et climato sceptique. Le résultat ne s'est pas fait attendre : plusieurs institutions comme le « Badlands national Park » se sont mis à tweeter à frénétiquement pour rappeler quelques douloureuses vérités sur le changement climatique et ses causes. Effet boomerang garanti ! Ensuite, il jetait un froid glacial sur les relations avec le Mexique... Et notre clavier made in China n'est pas assez rapide pour relater toutes ses décisions ou prises de position fracassantes. C'est sans doute la preuve que la Chine n'est pas uniquement un adversaire commercial pour les Etats-Unis, mais cela semble échapper complètement au nouveau président.

En face, la résistance s'organise. Les manifestations de masse représentent un événement historique dans l'histoire des Etats-Unis car elles ont vu converger les mouvements féministes, la jeunesse, le mouvement « Black lives matter » et la classe ouvrière. La gauche radicale a joué un rôle non négligeable, notamment autour de Kshama Sawant et de son organisation « [Socialist Alternative](#) ».

Que faire ?

Cette irruption du peuple américain sur la scène est prometteuse. Mais encore faut-il qu'une stratégie de résistance claire en émerge. Sur ce point, la partie n'est pas encore gagnée, mais les raisins de la colère sont mûrs.

Le plus grand défi que le mouvement de résistance anti-Trump devra relever est de couper les ponts avec le Parti démocrate. Hillary Clinton a déclaré que « Trump mérite notre soutien »

et « qu'il faut lui laisser une chance ». L'âpreté de leurs débats n'était donc qu'une mauvaise comédie. Il n'est donc plus permis d'espérer que les Démocrates puissent encore représenter une alternative ou un moindre mal par rapport à la nouvelle situation. Et l'ère Obama ne doit pas être idéalisée, comme de nombreux médias ont tenté de le faire... Car Barack Obama est quand même le président qui a largué le plus de bombes sur les populations notamment au Proche-Orient. Et son bilan social n'est pas vraiment glorieux.

Pour un nombre croissant d'Américains, il apparaît clairement qu'une nouvelle force doit émerger pour représenter les intérêts de 99% contre l'Establishment représenté par les Républicains comme les Démocrates. Les divergences des 2 grands partis historiques ne portent en réalité que sur les modalités de la domination de la classe capitaliste sur le reste de la population.

Socialisme ou barbarie

La perspective d'une relation de plus en plus turbulente entre les États-Unis et la Chine notamment, avec de sérieux conflits commerciaux et économiques, n'est pas une fiction. Elle suscite à juste titre les craintes des commentateurs capitalistes. Les surenchères militaires et les exercices de musculation se multiplient. Ils sont symptomatiques des divisions profondes qui traversent les classes dirigeantes du monde entier, lesquelles sont de moins en moins capables d'élaborer la moindre réponse, même partielle, à la crise du capitalisme. Tout cela confirme le fait que le capitalisme entraîne l'humanité plus profondément dans la crise et les calamités. Nous gardons toutefois notre optimisme face à ces nuages sombres parce que nous voyons l'autre face de la pièce, avec la résistance croissante des travailleurs et des jeunes du monde entier face au capitalisme et à ses représentants politiques. C'est ce qui ressort le plus clairement de l'opposition de masse à Trump qui s'est déjà amorcée avant même son entrée à la Maison Blanche. La réponse nécessaire à

Trump, et au nationalisme de droite dans tous les pays, est la construction d'une alternative populaire de la classe ouvrière avec un programme socialiste clair, c'est-à-dire un programme qui place les intérêts de l'immense majorité de la population avant la soif de profit de quelques-uns.

Black lives matter : you can't have capitalism without racism !

Black Lives Matter (« les vies des Noirs comptent ») est un mouvement militant afro-américain qui se mobilise contre la violence ainsi que le racisme systémique envers les Noirs. Les membres de Black Lives Matter organisent régulièrement des manifestations et se mobilisent contre les meurtres de personnes noires par des policiers. Ils accordent une importance particulière au profilage racial, à la brutalité policière ainsi qu'à l'inégalité raciale dans le système de justice criminel des États-Unis.

Le mouvement est né en 2013 sur Twitter avec le hashtag #BlackLivesMatter, à la suite de l'acquittement de George Zimmerman, un Latino-américain coordonnant la surveillance du voisinage, qui avait tué l'adolescent noir Trayvon Martin en Floride.

Le racisme imprègne tous les pores de la société américaine. La police raciste multiplie les arrestations arbitraires et le harcèlement qui dérape trop souvent vers la brutalité et le meurtre. Au moins 193 personnes noires ont été tuées par la police rien qu'en 2016 ! Les politiques économiques racistes,

privant les Noirs de l'accès aux bons emplois et au logement, durent depuis la fin de l'esclavage. L'inégalité raciale se perpétue dans le système éducatif en raison du manque d'écoles de qualité et de la montée en flèche des droits de scolarité et des coûts qui affectent de façon disproportionnée les Noirs. Et le système politique, par l'élimination des électeurs, la privation de droits, ainsi que le biais des médias, utilise le racisme pour soutenir cette société profondément inégale.

Tout cela n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est la prise de conscience croissante et la détermination croissante à lutter contre le racisme, en particulier au sein de la « génération millénaire » (18-35 ans). Au cours des deux dernières années, le mouvement Black Lives Matter, à travers des manifestations, des marches et des rébellions majeures à Ferguson et à Baltimore, a ébranlé la société américaine.

Prise de conscience

Grâce aux efforts des militants noirs et antiracistes, une prise de conscience contre le racisme s'est développée aux États-Unis. Un sondage récent indiquant une augmentation de 10% du soutien au mouvement Black Lives Matter (de 41 à 51%) démontre l'impact puissant de ce mouvement sur la société américaine. Les jeunes et la plupart des gens de la classe ouvrière sont scandalisés de l'oppression structurelle contre les Noirs et les autres personnes de couleur.

Cette détermination et la volonté grandissante de changer radicalement le système et de lutter contre le racisme sont une base solide pour construire un mouvement de résistance large contre la politique raciste, sexiste et antisociale de Donald Trump.

L'écrivain Shaun King, une des figures dominantes du mouvement, a déjà donné une impulsion dans cette direction en

appelant à organiser une vague de boycotts économiques pour mettre fin à la brutalité policière et aux injustices raciales aux Etats-Unis. Le boycott était organisé à l'échelle nationale, et ciblait :

– des villes entières et des états, comme ce fut le cas en Caroline du Nord contre le projet de loi anti-LGBT ;

– des marques et des sociétés particulières qui s'assoient à l'oppression systémique et en tirent profit ;

– certaines marques et sociétés dont le siège est situé dans des villes et des États notoires pour la brutalité policière et la violence raciale, qui ne font rien ou presque pour s'y opposer ;

– des institutions particulières, y compris des banques, qui financent, informent, forment ou soutiennent autrement l'oppression systémique et la brutalité.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, Black Lives Matter organise de grands rassemblements pour protester contre l'investiture et la politique de Donald Trump.

Pas de capitalisme sans racisme

«Vous ne pouvez pas avoir le capitalisme sans racisme.» C'est la conclusion à laquelle Malcolm X est parvenu après des années de lutte.

Fred Hampton, dirigeant des Black Panthers à Chicago expliquait que *«Les masses appartiennent à ce que vous appelez la classe inférieure, et quand je parle des masses, je parle des masses blanches, je parle des masses noires et des masses brunes, et les masses jaunes aussi. Nous disons qu'on ne combat pas le racisme avec le racisme. Nous allons combattre le racisme avec solidarité. Nous disons qu'on ne combat pas le*

capitalisme par le capitalisme noir; On combat le capitalisme avec le socialisme. »

Le capitalisme est un système dans lequel 1% de la population vit dans le luxe grâce au travail des 99%. Les 10 dernières années de la Grande Récession poussé le système à ses limites. Un tel système, qui a si peu d'autorité sur tant de gens, a besoin d'outils brutaux pour diviser et gouverner les travailleurs. Il y parvient en développant, en injectant et en perpétuant une idéologie qui dit que certaines personnes sont plus précieuses que d'autres. Les idées de racisme, de rôles et de discriminations de genre, etc., servent à maîtriser toute la classe ouvrière.

Pour lutter contre le racisme, pour arrêter Trump et la droite, ainsi que les politiciens de Wall Street, il faudra continuer à développer ce mouvement et le relier à la construction d'un nouveau parti composé de travailleurs, des jeunes et des gens de couleur. Un parti des 99% qui défende les intérêts des classes populaires de toutes origines.

Kshama Sawant, du mouvement Socialist Alternative a montré la voie à Seattle en organisant la résistance contre la politique répressive et antisociale qui touche à la fois le Noirs et les travailleurs blancs, après avoir arraché une augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure. Elle a contraint le maire et le reste du conseil municipal à reculer. Elle était la seule socialiste dans un conseil de 9 élus. Cela montre clairement les possibilités qui s'ouvriraient si le mouvement avait des représentants indépendants dans les conseils municipaux, les législatures des États et le congrès.

Yes, we can !



Berlin: Solidarität und Widerstand gegen Hassreden

Am 19. Dezember fuhr ein LKW mit voller Fahrt auf den Weihnachtsmarkt auf dem Breitscheidplatz am Zoologischen Garten in Berlin. Mindestens zwölf Menschen starben, 48 sind teils schwer verletzt. Obwohl die Hintergründe der Tat noch vollkommen unklar sind, begannen rechte Kräfte unmittelbar mobil zu machen und Politiker wie Seehofer forderten eine Änderung der Zuwanderungspolitik.

Die Opfer des gestrigen Tages waren unschuldige BesucherInnen und Beschäftigte des Weihnachtsmarktes sowie ein polnischer LKW Fahrer. Der Schock und das Gefühl, dass es jeden hätte treffen können, geht in der Stadt um und erfasst Menschen bundesweit.

Reaktion von rechts

Noch bevor irgendwelche Fakten klar waren, äußerten sich bereits führende Figuren der AfD und versuchten den Schock, die Furcht und Anteilnahme für ihre Zwecke auszunutzen. Der NRW-Landesvorsitzende und EU-Abgeordnete der AfD Marcus Pretzell twitterte: „Es sind Merkels Tote!“ und impliziert

damit, dass die Zuwanderung durch Geflüchtete ursächlich für den Anschlag sei. Eine Kampagne der NPD kündigte eine Demonstration am Bahnhof Zoo an unter dem Titel „Grenzen dicht machen – an Merkels Händen klebt Blut“. Die sozialen Medien sind voll von antimuslimischem Rassismus. Dem gilt es, entschlossen entgegenzutreten, egal wer für das Attentat verantwortlich ist. Denn sollte sich herausstellen, dass das Bekenner schreiben des Islamischen Staates authentisch ist, bedeutet das nicht, dass „der Islam“ oder „die Muslime“ verantwortlich sind, sondern eine rechte, reaktionäre und eine Diktatur anstrebende politische Bewegung deren Opfer vor allem Muslime und Muslimas im Nahen und Mittleren Osten sind.



Die Rechten wollen uns entlang von Herkunft, Religion und Sexualität spalten, um ihr unsoziales Programm auszudrücken und haben gleichzeitig keine Lösungen gegen Terror anzubieten. Terrororganisationen haben es gar nicht nötig, für die Einreise auf Flüchtlingsrouten oder Asylrecht zurückzugreifen. Bei zwei Attentätern der Anschläge in Paris wird davon ausgegangen, dass sie sich als Flüchtlinge haben registrieren lassen, um Asylsuchende bewusst zu diskreditieren. Denn eine rassistische Reaktion nützt den reaktionären Gruppen des rechten politischen Islam. Krieg und rassistische Diskriminierung sind für sie gewichtige Argumente bei der Rekrutierung im In- und Ausland.

Auch die großen Medien haben sich nach dem Vorfall am Berliner Breitscheidplatz nicht mit Ruhm bekleckert. Bild.de übernahm dann sowohl Pakistan als auch Afghanistan als Herkunftsland

und erklärte den Festgenommenen zum »Todes-Fahrer von Berlin«. Obwohl der Festgenommene zu diesem Zeitpunkt lediglich ein Tatverdächtiger war, blieb auch die in Berlin erscheinende Boulevard-Postille B.Z. mit der Überschrift "Täter bestreitet die Tat" konsequent bei ihrer Darstellung, dass es bereits einen Täter gebe.

Zu Recht herrscht eine große Empörung über die ersten Reaktionen von rechts. Viele Menschen teilten auf Facebook Kommentare oder Bilder mit der Aussage: „Terroristen und Rechten dürfen und werden nicht gewinnen! »

Kriegszustand?

Auch Köpfe der etablierten Parteien waren schnell damit, Schlussfolgerungen zu ziehen. CSU-Chef Horst Seehofer forderte eine Änderung der Zuwanderungs- und Sicherheitspolitik. Dies sei man den Opfern schuldig. Der Vorsitzende der Innenministerkonferenz sprach davon, dass man sich im „Kriegszustand“ befände. Gegen wen ließ er offen. In einer Zeit wo die Bundesregierung Abschiebungen nach Afghanistan trotz großer Proteste durchführen ließ und Einsätze der Bundeswehr von Vielen abgelehnt werden, sind einige führende Politiker schnell damit die Trauer und den Schock auszunutzen, um ihre Forderungen nach staatlicher Aufrüstung und schärferen Asylgesetzen auf die Agenda zu bringen.

Es geht um eine furchtbare Tat. Eine Tat, die jeder rücksichtslose Attentäter hätte verüben können, fast überall.

Solange nicht die Ursachen beseitigt werden, die terroristischen Kräften eine soziale Basis unter Unterdrückten und Ausgebeuteten verschaffen, besteht die große Gefahr, dass sich ähnlich Schreckliches wiederholt.

Es herrscht eine große Wut über die Rechten, MigrantInnen haben Angst, dass es Racheakte gegen sie geben könnte. Immer

wieder werden MigrantInnen, vor allem aus der arabischen Welt für etwas schuldig gemacht, dass die übergroße Mehrheit von Ihnen ablehnt.

Es gibt richtigerweise eine starke Stimmung, den Terroristen nicht nachzugeben, nicht in Panik zu verfallen, die Rechten nicht zu stärken und eine politische Instrumentalisierung der Tat nicht zuzulassen. Das ist richtig, reicht aber nicht. Gewerkschaften und Linke müssen die staatlichen Maßnahmen genau beobachten und ggf. kritisieren. Rassistische Vorverurteilung und rechte Mobilisierungen müssen bekämpft werden. Sollten Nazis demonstrieren, sollten sie massenhaft gestoppt werden.

Unabhängig davon, wer für den Anschlag von Berlin verantwortlich, hat sich in den letzten Jahren eine Spirale von Krieg und Terror entwickelt, die immer mehr Menschen zutiefst beängstigt. Es muss deshalb auch darum gehen, einen Ausweg aus dem weltweit herrschenden kapitalistischen System aufzuzeigen, welches für diese Spirale verantwortlich ist und keine Lösung dafür anzubieten hat.

Quelle: [Sozialistische Alternative](#), [Neues Deutschland](#).

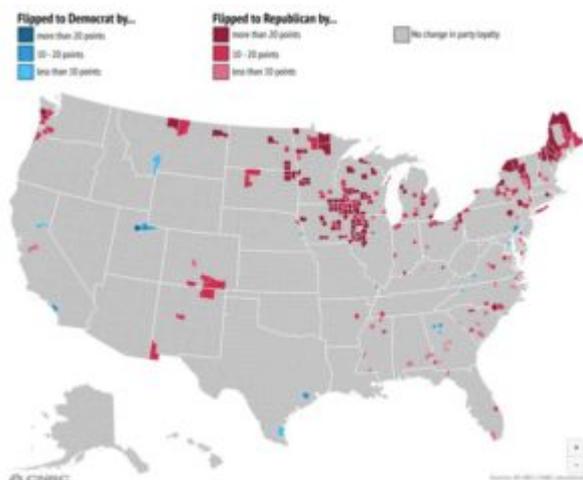
Donald Trump président : The Day after Tomorrow

C'est comme un cataclysme qui a frappé la planète. L'élection de Donald Trump a créé un choc qui a largement dépassé les frontières des États-Unis. Qu'un populiste raciste et sexiste soit président de la 1^{re} puissance mondiale n'a évidemment rien

de réjouissant. On s'inquiète de sa future politique étrangère. Mais les travailleurs, les pauvres, les minorités et les jeunes Américains ont beaucoup plus d'inquiétudes à se faire quant à sa politique intérieure. Pourquoi l'ont-ils élu ? Simplement parce qu'ils devaient choisir entre la peste et le choléra. Ils ont choisi la peste.

On pourrait encore discuter de la légitimité démocratique de Donald Trump alors qu'il a reçu un peu moins de voix qu'Hillary Clinton. Le système électoral américain est ainsi fait. Si les règles du jeu sont mauvaises, il faut les changer... De préférence avant le match. Game over. Par contre, les démocrates ont une responsabilité énorme dans leur défaite : celle d'avoir barré la route au seul candidat capable de battre Donald Trump, Bernie Sanders. Pour preuve, la défaite des démocrates provient surtout des pertes importantes d'électeurs (en rouge sur la carte) dans plusieurs dizaines de localités du nord du Midwest et de la Nouvelle-Angleterre. Ces comtés sont, pour l'essentiel, des bastions populaires, avec un taux de chômage plus élevé que la moyenne et souvent frappés par la désindustrialisation.

Les leaders du Parti démocrate ont fait d'Hillary Clinton leur candidate alors qu'ils savaient qu'elle était l'incarnation parfaite de l'establishment et de Wall Street, ce qu'une grande majorité du peuple américain ne supportait plus.



Durant les primaires, le Comité national démocrate (DNC) a fait tout ce qu'il pouvait pour ouvrir la voie à Hillary Clinton. Les sondages montraient pourtant que son opposant, Bernie Sanders, était une meilleure option pour battre Trump. Une couche importante de l'électorat de Donald Trump était ouverte à une véritable argumentation reposant sur les intérêts de la classe ouvrière et opposée à Wall Street ainsi qu'à son programme de libre-échange tout en défendant l'instauration d'un salaire minimum de 15 \$ de l'heure, un enseignement gratuit, un système universel de soins de santé ou encore des investissements massifs dans les infrastructures vertes. Les dirigeants démocrates ont préféré perdre plutôt que d'être liés à un programme qui répondait véritablement aux intérêts des travailleurs et des pauvres.

La plupart des dirigeants syndicaux ont accordé leur soutien à Clinton alors qu'une importante couche de syndicalistes et plusieurs syndicats nationaux soutenaient Bernie Sanders.

Pour rappel, pendant des décennies, les Démocrates ont mis en œuvre ou appuyé les mesures néolibérales les unes après les autres pour mettre fin à l'aide sociale, appuyer l'incarcération de masse, instaurer l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain) sous Bill Clinton ou encore sauver les banques alors que des millions de personnes perdaient leur maison sous Obama.

Sous la pression des 45% qui ont soutenu Sanders dans les primaires démocrates, les démocrates ont adopté la plate-forme la plus à gauche depuis 40 ans. Mais Hillary Clinton a centré sa campagne sur le message que Trump était un danger existentiel pour la démocratie et que « l'Amérique est déjà grande ». Les donateurs de Clinton ne voulaient pas qu'elle aborde des thématiques telles que celle du salaire minimum ou de la dette des étudiants.

Socialism made in USA

Au cours de ces dernières années, une profonde polarisation politique s'est développée aux États-Unis, avec la croissance du soutien des jeunes pour l'idée du socialisme et le mouvement Black Lives Matter. La tendance générale dans la société américaine a été un glissement vers la gauche, qui s'est exprimé dans le soutien au mariage égalitaire, au salaire minimum et à la taxation des riches. Cette élection ne change pas cette tendance sous-jacente, mais elle place clairement la droite au siège du conducteur avec le contrôle de la présidence, des deux chambres du Congrès et de la majeure partie des législatures d'État.

Une grande partie de la classe ouvrière blanche et de la classe moyenne ont effectivement utilisé cette élection pour exprimer leur rejet total du Parti démocrate mais aussi de l'establishment républicain.

Les mouvements de gauche radicale américains comme [Socialist Alternative](#) de Kshama Sawant ont soutenu la candidature de Bernie Sanders, tout en critiquant son choix de se présenter aux primaires démocrates et ensuite son soutien à Hillary Clinton. Les erreurs de Bernie Sanders se payent cash aujourd'hui. Mais rien ne sert de pleurer sur le passé. Il faut préparer les luttes futures. La preuve est faite qu'il n'y a aucun espace pour la gauche à l'intérieur du Parti démocrate. La création d'un parti des 99% défendant les intérêts réels des travailleurs et des classes populaires serait la meilleure réponse à opposer à la politique ultra-libérale et antisociale que Donald Trump prépare.

Chaos et luttes

L'élection de Donald Trump est surtout le symptôme d'une crise profonde du capitalisme et de ses élites qui ne savent plus comment faire pour gérer cette crise. Le capitalisme et ses

institutions sont discrédités comme peut-être jamais auparavant. L'élection de Donald Trump ouvre une période de chaos et de lutte. Les protestations de masse ont commencé à s'organiser immédiatement après l'annonce de sa victoire. Lors de sa 1^{ère} intervention, il a commencé à faire marche arrière sur la question de l' « Obama Care », en indiquant qu'il allait l'améliorer et non le supprimer comme il l'avait annoncé durant sa campagne électorale. Il faudra évidemment se méfier de la teneur réelle de ces « améliorations », mais ces déclarations montrent que l'élection de Trump ouvre une nouvelle ère de chaos et de luttes, dans laquelle les contradictions qui traversent la classe dirigeante américaine vont prendre une ampleur sans précédent. De fait, Trump apporte plus de problèmes que de solutions à cette classe dirigeante car il dévoile toute l'obscénité du capitalisme. Les craintes de réplique du phénomène Trump se répandent comme une traînée de poudre, notamment au sein des gouvernements européens. La Commission européenne vient de décider d'assouplir les règles budgétaires, dans la perspective des élections qui doivent se tenir en 2017 dans plusieurs pays de l'Union.



La polarisation politique vient de prendre une forte accélération aux États-Unis et se propagera bien au-delà des frontières. Si la gauche américaine parvient à s'unir pour créer une nouvelle force politique indépendante, elle pourra

mobiliser les millions de travailleurs et de jeunes frappés par la crise, et construire un mouvement de résistance efficace contre la politique ultra-libérale du gouvernement.

[Kshama Sawant](#) et son organisation Socialist Alternative ont montré la voie depuis 2013 en menant un combat victorieux pour l'instauration d'un [salaire minimum à Seattle](#). Depuis l'élection de Trump, Socialist Alternative comme d'autres mouvements de gauche, organise la résistance. Kshama Sawant sera à [Bruxelles le 26 novembre 2016](#). Une occasion à ne pas manquer pour soutenir la gauche américaine, voire même construire la globalisation des luttes, plus que jamais nécessaire.

Pour en savoir plus :

- [Comment Donald Trump a remporté la Maison blanche ?](#)
- [Qui est Kshama Sawant, « l'élue rouge au pays du billet vert »?](#)
- [Is Donald Trump's victory good for Socialism ?](#)

Wallons-nous avec le CETA?

Captain Wallonia, alias Paul Magnette, est devenu en quelques jours, une véritable star mondiale. Détesté par les uns, adulé par les autres, il fut le porte-parole de ceux qui, en Europe et au-delà, refusent les diktats de la globalisation néolibérale. Les élites du monde entier se sont indignées contre cette "sous-région arrogante" qui prétendait que la globalisation capitaliste ne pouvait pas toujours avoir le dernier mot et que les peuples avaient encore quelque chose à dire... Sacrilège! Mais dans le concert international

d'indignation bourgeoise, il y avait quelques voix discordantes qui soutenaient la position la Belgique francophone. On en trouvait même au Canada!

Un accord est finalement intervenu entre les « refuzniks » de la francophonie belge et le gouvernement fédéral, afin de permettre une signature du CETA, moyennant quelques amendements. A l'heure où nous terminons cet article, il n'est pas encore certain que l'accord puisse être signé entre le Canada et tous les États membres de l'Union européenne.

Mort du TTIP?

Il faudra encore analyser si les concessions obtenues par la Wallonie pour déterminer si elles réduisent effectivement la suprématie des multinationales sur les États, et si les services publics seront un tant soit peu protégés. Le CETA remanié constitue-t-il un arrêt de mort pour le TTIP, comme l'affirme Paul Magnette? Rien n'est moins sûr. Mais le combat récent montre que les certitudes capitalistes peuvent être ébranlées par les luttes des travailleurs et des citoyens. C'est la leçon majeure de cet épisode rocambolesque.

Car même si on ne peut pas parler de grande victoire pour les peuples et la démocratie, il faut reconnaître que la résistance citoyenne a réussi à mettre un grain de sable dans l'engrenage du Grand Capital. Et cela n'est pas négligeable.

La classe ouvrière belge et la gauche européenne sont mobilisés depuis de longs mois contre cet accord calamiteux, y compris au Luxembourg. Ce sont ces luttes qui ont porté leurs fruits. Fruits pas encore mûrs et un peu amers, mais fruits quand même.

Les résultats ne sont pas encore clairs. Ils sont encore moins définitifs. Ils ouvrent de nouvelles perspectives de lutte

contre la mise en œuvre de l'accord ou ses effets sur le terrain.

Air nouveau ou nouvelle ère politique?

La saga du CETA ne peut en aucun cas être réduite à un accès de fièvre belgo-belge, comme ont tenté de le faire croire certains commentateurs, notamment Le Quotidien luxembourgeois qui titrait "Une crise belgo-belge" la veille de l'accord.

Cette vision occulte totalement un phénomène beaucoup plus large: celui d'une « gauche » réformiste en déroute dans toute l'Europe. Le Parti Socialiste français, le PSOE, le PASOK et bien d'autres se sont littéralement effondrés (d'une manière plus ou moins fracassante selon les cas). Le "virage à gauche" du Parti Socialiste de Belgique francophone sur le dossier CETA, mais aussi sur d'autres questions socio-économiques, doit être interprété dans ce contexte général, comme un réflexe de survie. Il y a également des facteurs liés au contexte politique belge, mais il s'agit en tout état de cause d'une sérieuse inflexion dans la ligne d'un parti qui avait considérablement glissé vers la droite en épousant les thèses libérales, durant ces dernières décennies.

Il n'est donc pas impossible qu'en Europe, d'autres partis de la gauche traditionnelle, après avoir trahi durant de longues années leurs électeurs, se ressaisissent, même timidement.

Cela ne doit pas nous bercer d'illusions ni nous jeter dans leurs bras. Mais, si nous en profitons pour amplifier nos luttes, cela pourrait constituer le début d'un commencement de changement dans les rapports de force. CETA arrivé près de chez nous. Continuons le combat!

ING : hold-up sur l'emploi et les petits clients

A l'échelle internationale, ING a annoncé la suppression de 7000 emplois. Pour la seule Belgique, la note est salée, puisque pas moins de 3500 emplois vont passer à la trappe. A ces chiffres s'ajoutent ceux de quelques autres banques et assurances qui ont annoncé des plans sociaux et à Caterpillar, qui veut purement et simplement fermer le site de Gosselies.

La Belgique vit actuellement un bain de sang social, qui s'ajoute à une austérité sans fin, imposée par le gouvernement le plus néo-libéral de l'après-guerre. Ces licenciements ont en commun qu'ils ne surviennent pas dans des entreprises en difficultés. Les bénéfices d'ING comme ceux de Caterpillar sont confortables à l'échelle locale et imposants sur le plan mondial.

Sur les 10 dernières années, ING Belgique a réalisé presque 11 milliards de bénéfices et reversé 7,2 milliards à ses actionnaires. En outre, elle a bénéficié d'une réduction d'impôts de 1,9 milliards d'euros grâce au système des [intérêts notionnels](#), une spécialité belge qui permet aux entreprises de déduire de leurs impôts les intérêts qu'elles n'ont pas payés mais qu'elles auraient payés, si elles avaient emprunté pour réaliser leurs investissements. Le surréalisme se manifeste également en matière fiscale. Autre chiffre frappant : en moyenne, chaque employé d'ING Belgique a généré 100 000 euros de bénéfices, qui sont donc allés directement dans la poche des actionnaires.

Merci Patron!

Nous sommes donc face à un capitalisme prédateur d'une férocité rarement atteinte. Le sauvetage des banques a été vite oublié et les banksters d'aujourd'hui n'ont aucune

retenue pour mordre la main qui les a sauvés du précipice, lorsqu'ils étaient sur le point d'y sombrer. Car c'est toute la population qui a « cotisé » pour leur sauver la mise. Aujourd'hui, ils entendent bien retourner à leurs bonnes vieilles habitudes, au plus grand mépris de leurs petits clients et de leurs employés.

Ils essayent en plus de justifier leur politique en évoquant les conséquences de la digitalisation. Il faut dénoncer cette imposture. La digitalisation est une tendance générale qui est à l'œuvre depuis plusieurs années et qui réduit sensiblement la charge de travail aux guichets. Mais il y a toujours des opérations qui ne se feront jamais à distance et qui nécessitent un contact humain entre le banquier et ses clients. La digitalisation pourrait être facilement « digérée » en réduisant le temps de travail sans perte de salaire.

Une banque réservée aux riches

Ce qui se joue n'est pas simplement la conséquence d'une évolution technologique inéluctable, il s'agit d'un choix délibéré de changer le métier de la banque en profondeur. Le rôle traditionnel d'une banque est de collecter l'épargne de la population pour alimenter l'investissement. Il s'agit d'une fonction importante dans l'économie.

Aujourd'hui, ING veut changer de métier : elle veut se concentrer sur les ménages fortunés et les gros investisseurs. Créer une sorte de club « select » pour les riches. Si vous êtes un simple salarié et que vous désirez financer l'achat d'un appartement modeste, passez votre chemin. Pour une petite voiture, allez voir ailleurs. Si vous êtes chômeur, penchez-vous avant que les taux d'intérêt sur les cordes ne remontent !

Le nouveau modèle d'ING va pousser des milliers de clients vers la porte, après avoir viré les employés. Le carnage social sera viral. Mais ce n'est pas à cause de la

digitalisation, c'est à cause d'une stratégie ultra-capitaliste mortifère.

Ce qui est le plus choquant, au-delà de l'arrogance patronale, c'est que le gouvernement ne tire aucune leçon de ce qui est en train de se passer. Oubliés les grands discours de 2008 sur la Finance qu'on allait mettre au pas, oubliée l'indispensable régulation du secteur financier. Et qui oserait encore rêver qu'on pourrait mettre un terme à la toute-puissance de l'argent. Pourtant, rappelez-vous, c'était dans toutes les bouches en 2008. Aujourd'hui, c'est fini. Qui plus est, le gouvernement belge justifie depuis des décennies les très gros cadeaux fiscaux offerts aux multinationales en évoquant d'hypothétiques effets positifs sur l'emploi. Personne n'a jamais vu la couleur de ces emplois, mais par contre, le trou dans le budget de l'Etat se creuse d'année en année, et ce sont toujours les mêmes qui sont invités à le combler.

Socialisme ou barbarie

Que faire ? La négociation avec ce type de patrons est une voie sans issue. Ils sont capables de lâcher un peu de lest pour calmer les gens durant quelques mois, et reprendront l'offensive par la suite. La seule réponse à la hauteur de cette agression serait de nationaliser la banque et de la placer sous le contrôle de ses employés. Idéalement, tout le secteur devrait suivre le même chemin. C'est uniquement de cette manière que la banque pourra faire son vrai métier au service de la population et de l'économie productive. L'Etat aura également la possibilité d'orienter les investissements vers les priorités vitales pour la population et vers des modes de production plus sûrs pour l'environnement et la santé. Oui, cela ressemble un peu au socialisme. Et cela nous éloignerait beaucoup de la barbarie qui monte. Il est temps. Grand temps.

Burkini : psychodrame sous le soleil

Même si vous étiez en vacances sur une île déserte, vous n'avez pas pu échapper au mauvais feuilleton de l'été: l'affaire du Burkini.

Petit rappel des faits: quelques femmes ont eu l'idée d'aller se baigner sur les plages françaises avec une tenue couvrant une bonne partie de leur corps, dénommée "burkini". Rien d'extraordinaire jusqu'ici. Sauf que, quelques maires se sont mis à faire des vagues énormes en voyant derrière ces tenues la manoeuvre sournoise d'un Islam conquérant et oppresseur. Un nouveau péril venu du large risquait, tel un tsunami, d'engloutir les droits des femmes et les valeurs démocratiques. La République était en danger. Aux armes, citoyens...

Médusés, nous nous sommes pincés plusieurs fois pour être sûrs que nous n'étions pas en train de faire un mauvais rêve. Non, c'était bien réel. Le débat faisait rage sur toutes les chaînes et dans tous les journaux: "Pour ou contre le Burkini". C'était LA question du moment. Aucune autre n'avait plus d'importance. Oubliés le chômage, la croissance en panne, la Loi Travail... Le Burkini était devenu la question existentielle sur laquelle il fallait trancher.

Et quelques maires ont franchi le pas, en prononçant l'interdiction du burkini sur leurs plages, avec le soutien du Premier ministre Manuel Valls, dans sa posture favorite, celle du chevalier sans peur et sans reproche, au secours de la sacro-sainte laïcité.

Car oui, selon eux le burkini était contraire à la laïcité, en plus, il constituait une "atteinte aux droits des femmes". Ce furent les 2 arguments les plus utilisés, mais il faut souligner qu'il y en eut beaucoup d'autres, notamment liés à "l'hygiène" sur les plages, "l'ordre public" ou autres fumisteries qui posent des questions quant aux motivations réelles de la polémique, et accessoirement quant à la santé mentale des maires les plus agités.

Durant plusieurs semaines, le débat secoua la classe politique française et les médias, dont beaucoup surfaient sur l'émotion consécutive aux attentats de Nice pour justifier une politique de rejet de toute manifestation visible d'un Islam réputé "radical" ou simplement "politique". Quelques voix se sont heureusement élevées pour rappeler le sens originel de la laïcité, telle qu'elle avait été conçue et instaurée par ses fondateurs.

Du bon usage de la laïcité

Le débat sur les vêtements religieux (ou supposés tels) avait été mené d'une manière claire et précise en 1903, et Aristide Briand lui-même s'était opposé à certains laïques "radicaux" qui voulaient interdire la soutane ou d'autres signes extérieurs religieux dans l'espace public. L'argument de Briand n'a pas pris une ride: "Rien ne servirait d'interdire la soutane ou quelque vêtement religieux que ce soit, dans cette hypothèse, les curés et les tailleurs auraient tôt fait de s'entendre pour créer de nouveaux vêtements signalant l'appartenance religieuse de celui qui le porte".

Plus fondamentalement, il faut rappeler que la laïcité originelle impose à l'Etat de rester neutre, de ne pas s'immiscer dans les affaires religieuses, et vice versa. Le corollaire logique et pratique est **l'incompétence de l'Etat** en matière religieuse. Tout le contraire des discours et des politiques menés en France depuis l'interdiction du voile à l'école.

Or donc, concernant le burkini, ce qui devait arriver arriva, le conseil d'Etat fut saisi. Et, ô surprise, suspendit les arrêtés municipaux, en rappelant les libertés fondamentales et le droit, pour chacun, de se vêtir comme il l'entend. Statuant notamment que : *“Dans ces conditions, le maire ne pouvait, sans excéder ses pouvoirs de police, édicter des dispositions qui interdisent l'accès à la plage et la baignade alors qu'elles ne reposent ni sur des risques avérés de troubles à l'ordre public ni, par ailleurs, sur des motifs d'hygiène ou de décence. L'arrêté litigieux a ainsi porté une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés fondamentales que sont la liberté d'aller et venir, la liberté de conscience et la liberté personnelle”* CQFD.

Féminisme de pacotille

Ce débat dont on se serait bien passé n'est en fait que la forme la plus outrancière d'un “féminisme” dont il faudrait une fois pour toutes se débarrasser: il s'agit d'un “féminisme” élitiste et factice qui prétend défendre les femmes opprimées contre leur propre gré, sans jamais leur donner la parole, les consulter ni essayer de comprendre pourquoi elles portent ou non tel ou tel bout de tissu.

Ceux qui prétendent défendre les femmes de cette façon ne sont en fait que de mauvais comédiens dont l'indignation à géométrie variable ne peut plus faire illusion. On ne les entend jamais dénoncer le fait que les femmes gagnent en moyenne 20% de moins que leurs homologues masculins, qu'elles sont sous-représentées dans de nombreux métiers et postes à responsabilité, qu'elles sont victimes de harcèlement sexuel (à moins qu'il ne s'agisse que de “gauloiseries” qui font le “charme” de la France...), de violences, etc.

Non, pour défendre les femmes qui souffrent réellement, qui luttent contre les discriminations, qui revendiquent leurs droits, il n'y a plus personne. Pour défendre des femmes qui n'ont rien demandé, on trouve des meutes de moralistes prêts à

en découdre avec les “barbus oppresseurs”.

Ce psychodrame estival a en réalité mis à nu la “laïcité” à la française, qui est la négation même de ses principes fondateurs et qui est devenue au mieux une religion d’Etat, au pire le **dernier refuge des racistes**. Il est temps pour la gauche française d’en tirer toutes les conclusions pour ne plus tomber dans les guet-apens idéologiques de la droite.

Il est temps aussi de dénoncer l’islamophobie à peine dissimulée derrière ces faux débats, et de mener résolument le combat contre les discriminations et le racisme d’Etat qui lui, constitue un véritable problème avec son cortège de discriminations pour des milliers de citoyens français.

Quelques lectures recommandées, pour approfondir le sujet:

“Black, blanc, beur... : La guerre civile aura-t-elle vraiment lieu ?”, Stéphane Marteau, Pascale Tournier. 2006.

“Du bon usage de la laïcité”, Marc Jacquemain, Nadine Rosa-Rosso , Collectif, Christophe Page, **Alec De Vries. 2008**

“Pour les Musulmans”, Edwy Plenel. 2015

“Islamophobie, Comment les élites française fabriquent le “problème musulman”, Abdellali Hajjat, Marwan Mohamed. 2016

Belgique : syndicalisme

décomplexé

Depuis quelques mois, les travailleurs belges retrouvent le chemin de la lutte. Grèves et manifestations de masse se sont succédé à un rythme soutenu ces dernières semaines. Et un plan d'actions jusqu'à l'automne est déjà établi.

L'an dernier pourtant, les syndicats avaient été victime d'un virulent bashing de la part des médias et de la classe politique, notamment suite à quelques actions spontanées, comme le blocage d'une autoroute durant quelques heures. Ils se sont retrouvés sur la défensive, en s'excusant presque de déranger chaque fois qu'ils organisaient une action.

De son côté, la droite au gouvernement multipliait les attaques et les propositions visant à limiter le droit de grève et à museler les syndicats. Le spectacle désolant d'une droite qui cogne dur et de syndicalistes KO debout était difficile à supporter pour tous ceux qui ont une vague conscience de classe et qui savent que tous les droits sociaux dont ils bénéficient ont été arrachés de haute lutte, avec les syndicats.

Aucune victoire n'est éternelle... mais aucune défaite non plus. Et donc quelques mois plus tard, les syndicats belges sont remontés sur le ring avec l'esprit combatif qu'on attend d'eux.

On aurait pu craindre que les dramatiques attentats terroristes de Paris et Bruxelles n'obligent les travailleurs à remettre la lutte des classes aux calendes grecques, comme l'aurait souhaité le gouvernement, dont les gesticulations martiales masquaient difficilement l'incapacité totale à assurer la sécurité des citoyens. C'est exactement le contraire qui s'est produit.

Comment? Plusieurs éléments ont poussé les syndicats et leurs affiliés à l'action.

1. Le gouvernement n'a pas mis l'austérité en veilleuse suite aux attentats. Que du contraire, des mesures comparables à la réforme du code du travail français ont été mises sur la table.

2. Sur le plan sécuritaire, il est apparu que les syndicats avaient alerté les autorités sur des failles graves au niveau de la sécurité de l'aéroport national... Et que les autorités n'ont rien fait pour améliorer la situation. Même si personne n'oserait prétendre que les attentats auraient pu être évités si des mesures de sécurité avaient été prises à Zaventem, l'inaction du gouvernement a été très mal perçue. D'autant plus que d'autres manquements et incompétences avaient fait surface, entraînant notamment la démission de la ministre de la (im)mobilité.

3. Un mouvement de grève a touché une grande partie des prisons du royaume, qui souffrent depuis de nombreuses années de la surpopulation carcérale et du manque de moyens, notamment humains. Le mouvement de grogne a également gagné la magistrature, dont le sous-financement est flagrant, avec des conséquences tragiques pour les justiciables. Le 1er magistrat du pays est même sorti de sa réserve et n'a pas hésité à traiter la Belgique d'"État voyou"!

Un État voyou qui continue pourtant à taper sur les plus faibles: chômeurs, malades de longue durée, salariés sommés de travailler plus pour gagner moins.

D'un côté une incapacité à assurer la protection des citoyens, le fonctionnement de la Justice et des services publics d'une manière générale. De l'autre côté, une ferveur et une efficacité redoutable pour rendre la vie plus dure à ceux qui travaillent déjà dur ou qui n'ont même pas la « chance »

d'avoir un emploi. C'est sans doute ce contraste qui a mis le feu aux poudres de la contestation et qui a fait perdre aux syndicats une bonne partie de leurs complexes.

L'impopularité du gouvernement belge de droite atteint des sommets et certaines centrales syndicales n'ont pas hésité à exiger son départ. La coalition bancale et déséquilibrée sur le plan linguistique (seuls 20% des électeurs francophones sont représentés) est pourtant toujours en place. Le surréalisme belge n'est pas une légende...

Le fait est que la division de la Belgique en deux communautés (plus les germanophones, ce qui en fait trois) ne simplifie pas les choses au niveau du mouvement syndical. Le pouvoir joue habilement la division en calmant les uns, alors que les autres sont à la pointe du combat. Par ailleurs, les traditions syndicales sont différentes d'un côté de la frontière linguistique à l'autre, même si ces différences sont passablement amplifiées par les médias dominants.

Toujours est-il que les syndicats belges ont parfois du mal à parler d'une même voix et à rendre leurs actions et revendications cohérentes et intelligibles pour tous. Le syndicalisme de combat est bel et bien de retour. Mais une stratégie résolue et unitaire fait encore un peu défaut. Pourtant, la situation évolue rapidement et l'attitude du gouvernement, qui vise purement et simplement à liquider le modèle de concertation sociale à la belge, pousse les syndicalistes les plus dociles sur le chemin de la lutte.

Les travailleurs en lutte ont également besoin de relais politiques. Et pour l'instant, ils sont un peu en manque. Le Parti du Travail de Belgique (PTB) est bien présent dans toutes les manifestations et intervient régulièrement au parlement pour soutenir leurs revendications. Mais étrangement, il ne réclame pas le départ du gouvernement. Il lui demande simplement de revoir sa copie. Cette "timidité"

est difficile à comprendre. S'agirait-il d'un calcul politique en vue d'une alliance avec le Parti Socialiste (PS) après les prochaines élections?

A gauche toujours, le Parti Socialiste de Lutte (PSL) qui n'a ni l'envergure ni la représentation parlementaire du PTB, est présent dans les luttes et anime, avec ses modestes moyens, un débat sur l'élaboration du plan d'action et la stratégie à développer. Une chose est sûre: le match n'est pas terminé, et on s'attend à jouer les prolongations.

Article publié par Léon Gaki